

13 juin : journée nationale de manifestations. **Et la suite, c'est ensemble qu'on va le décider !**

Pour la minorité de privilégié-e-s

- 360 milliards aux banquiers,
- 32 milliards « d'aide à l'emploi » pour les patrons qui licencient,
- 14 milliards du paquet fiscal qui profite aux plus riches,
- 8 milliards de taxe professionnelle qui ne sera plus payée, 4 milliards grâce à la défiscalisation des heures supplémentaires

Voilà pour le patronat et les actionnaires qui continuent à engranger dividendes, stock options, revenus exorbitants.

Pour la majorité qui est exploitée

Salarié-e-s, retraité-e-s, jeunes en formation, chômeurs/ses, se partagent des mesurette qui pèsent 3 milliards.

**Ceux qui ont créé la crise continuent à s'en mettre plein les poches.
Et nous, nous devrions continuer à en supporter les conséquences ???**

Une autre voie est possible

Les millions de manifestant-e-s du 29 janvier, du 19 mars, du 1^{er} mai, mais aussi les nombreuses grèves qui ont touché différents secteurs professionnels (Industrie, Chimie, Transports, Energie, Recherche, Commerces et Services, Poste, Fonction Publique, ...) montrent qu'il existe une forte volonté de riposte sociale.

Nos réponses actuelles sont-elles suffisantes ?

L'unité d'action à tous les niveaux est nécessaire ; les salarié-e-s y sont attaché-e-s. Mais cette unité doit être utile pour développer la mobilisation. Se retrouver dans la rue tous les deux mois a été une étape utile dans la construction du rapport de forces. Mais ça ne saurait être un but en soi.

La question qui est posée au mouvement syndical dans son ensemble est de savoir comment et pourquoi utiliser le rapport de forces créé par les millions de grévistes et de manifestant-e-s.

Ce que nous voulons, c'est gagner sur nos revendications, imposer un autre partage des richesses que nous produisons collectivement.

Pour cela, il faut assumer la responsabilité d'un affrontement social avec le gouvernement et le patronat.

Nous ne sommes pas leurs « partenaires sociaux » : ils multiplient les lois et les décisions qui font payer à la crise aux salarié-e-s, aux chômeurs/ses, aux retraité-e-s, aux jeunes. Ils ne connaissent, et n'utilisent, que le rapport de forces : quand nous n'agissons pas collectivement, il leur est favorable !

Passons un cap !

A l'Union syndicale Solidaires, nous proposons que face à la situation que connaissent aujourd'hui des millions de salarié-e-s, retraité-e-s, chômeurs/ses, jeunes en formation, **les organisations syndicales** :

- **S'engagent à soutenir nationalement chaque lutte** menée dans une entreprise qui licencie ou un service public qu'on saborde, contre des patrons qui nous volent et un gouvernement qui casse les acquis sociaux.
- Annoncent et organisent **un mouvement de grève générale, reconductible.**

Se battre tous ensemble, s'appuyer sur notre nombre, c'est la seule façon de permettre aux salarié-e-s des plus petites entreprises du privé de prendre leur place dans la lutte. Le syndicalisme doit leur donner confiance, en montrant qu'il s'inscrit dans bien dans un mouvement interprofessionnel, solidaire, pour que tous gagnent !

L'Union syndicale Solidaires met en avant 4 thèmes de revendications

- **Interdiction des licenciements** dans les entreprises qui font des profits et mise en place d'un **nouveau statut du salarié** garantissant salaire, ancienneté et qualification, **indemnisation à 100% du chômage partiel** payé exclusivement par un fond patronal mutualisé, **réduction du temps de travail**, car les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que les entreprises accumulent les profits.

- **Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux, 300 € pour toutes et tous immédiatement**, parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise, alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes. Il s'agit d'imposer un meilleur partage des richesses en faveur des salaires.

- **Arrêt des suppressions d'emplois et des moyens supplémentaires pour les services publics.** Face à la *Révision Générale des Politiques Publiques* et aux fausses réformes, nous voulons de nouvelles orientations pour les services publics, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population : emploi, santé, éducation, transport, communication,...

- **En finir avec la fiscalité qui favorise les riches** : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la défiscalisation des heures supplémentaires, de la TVA sur les produits de première nécessité, plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu et taxation accrue des ménages les plus riches.



Je souhaite contacter l'Union syndicale Solidaires

Nom, prénom :

Entreprise :
.....

Contact (adresse, téléphone, mail) :
.....

Union syndicale
Solidaires